

[Français]

M. Lapierre: Monsieur le Président, mon collègue de tout à l'heure disait qu'il s'excusait de m'interrompre et il n'a pas arrêté depuis tantôt.

J'aimerais bien . . .

M. le Président: Avec tout le respect que je vous dois, c'est la même chose que le député qui a présentement la parole a fait pendant les autres débats. La même chose que le député de Shefford (M. Lapierre) a fait il y a une heure.

M. Lapierre: Monsieur le Président, je ne peux pas avoir interrompu mon collègue, car il n'a pas parlé. Dans ce sens-là je respecte votre observation . . . C'est gentil de vouloir généraliser la ligne, monsieur le Président . . .

Monsieur le Président, pour revenir au sujet fort important de cette «nuit noire» dans l'histoire du Canada, qui est la Norbanque, n'en déplaise à mon pauvre ami, je pense que le député de Portneuf (M. Ferland) qui ne comprend rien ni aux banques ni à d'autres choses en politique, parce que même son président d'association nous dit à la télévision, monsieur le Président, que le député de Portneuf ne comprend rien, mais je l'invite à continuer à suivre ses cours d'anglais.

Monsieur le Président, à mon avis, l'incompétence du gouvernement et du premier ministre est évidente pour n'importe quel observateur objectif. Bien sûr que le député du gouvernement va nous dire qu'il n'y a rien là. Que le premier ministre est un vaillant premier ministre, comme le disait le député de LaSalle (M. Lanthier) tout à l'heure. Je le comprends le député de LaSalle de vouloir vanter les mérites du premier ministre. Il a le nez brun tellement il veut être ministre et veut être nommé au Cabinet.

Mais en dehors de cela . . . Monsieur le Président, ce pourquoi je veux participer à cette heure-ci dans le débat, c'est pour vous dire jusqu'à quel point je suis inquiet de voir qu'une somme d'un milliard de dollars peut être utilisée, peut être facilement trouvable, du jour au lendemain, on a de l'argent pour sauver les gros déposants. Et lorsqu'on parle de déposants de \$60,000 et plus, ce n'est certainement pas le commun des mortels à Calgary. Ce n'est certainement pas le commun des mortels à Edmonton.

Ce que je trouve un peu bizarre, on nous dit: on veut sauver tous ces gens-là, mais on n'ose pas nous donner la liste, monsieur le Président. On prétend: Ne débattiez pas cela à la Chambre, c'est plus important en comité. Monsieur le Président, pourquoi ce soir la ministre d'État (Finances) n'est-elle pas présente? Pourquoi ce soir le ministre des Finances n'est-il pas présent.

Une voix: On ne l'a pas vu.

M. Lapierre: Et je pense, monsieur le Président, que c'est contre les règles de noter l'absence, et je vois dans vos yeux que vous vous apprêtez à me le faire remarquer, mais je vous dirai une chose, monsieur le Président, sans nommer en particulier, je peux vous dire qu'il y a seulement quatre ou cinq députés du gouvernement présents, et dans ce sens-là, cela m'inquiète parce que c'est un débat fondamental, il va être, monsieur le Président, d'un milliard de dollars. C'est un item de plus de un milliard de dollars, les députés progressistes conservateurs marchent un peu comme Ponce Pilate, ils s'en lavent les mains, ils font confiance aveuglément aux membres du Cabinet qui les ont tellement déçus depuis deux ou trois semaines, et j'espère, monsieur le Président, que le débat de ce soir va au

Article 31 du Règlement

moins leur avoir donné un petit sens de culpabilité face à leur irresponsabilité parce que si tous les parlementaires, monsieur le Président, se lavaient les mains d'un dossier comme celui-là, comment les citoyens canadiens pourraient-ils croire qu'il n'y a pas deux standards ici.

Quand c'est un dossier de grosse poche, de gros sous, le gouvernement réagit immédiatement, quand il y a des pauvres citoyens qui sont aux prises avec des difficultés majeures pour eux, dans leur perspective, cela prend toujours du temps, on est toujours «pogné» parce qu'il y a le déficit, monsieur le Président.

C'est deux poids, deux mesures, et j'espère que mes collègues progressistes conservateurs qui se promènent dans leurs circonscriptions et qui vantent les vertus de leur gouvernement et surtout les problèmes qu'ils ont avec le déficit, vont se rappeler que la nuit où il a été question de un milliard de dollars, ils dormaient paisiblement!

• (0030)

[Traduction]

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais, en guise d'introduction, parler de Jésus-Christ. Jésus-Christ a jeté les marchands hors du temple, et les conservateurs leur sauvent la mise. Tel est l'objet du débat de ce soir. Il s'agit d'une opération de sauvetage de deux banques, la Norbanque et la Banque Commerciale du Canada, au coût de un milliard de dollars. Je regrette que la ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall) en ait à peine parlé pendant son exposé. En effet, cela fait 4 h 30 que les députés progressistes conservateurs parlent de la politique énergétique nationale, à laquelle ils reprochent tous nos maux. Cependant, ils ne nous ont fourni aucune explication logique au pétrin dans lequel le gouvernement nous a mis avec la Norbanque et la BCC.

M. McDermid: De qui parlez-vous?

M. Cassidy: Je parle du parti du député de Brampton-Georgetown (M. McDermid). C'est son parti qui sauve les marchands.

M. McDermid: Qui a fait une remarque désobligeante à votre égard? Citez des noms.

M. Cassidy: Je parle de tous les députés du parti conservateur, lequel sauve les marchands au détriment des contribuables canadiens. C'est ce qui se passe en ce moment.

Au cours de ce débat d'urgence, nous parlons de la compétence d'un gouvernement élu il y a à peine plus d'un an. Bon nombre de Canadiens suivent peut-être encore le débat de ce soir. Il est surprenant de voir combien de personnes suivent nos délibérations à la télévision. Depuis la reprise parlementaire le 9 septembre, les Canadiens se demandent ce qui peut bien se passer à Ottawa. Ils entendent d'abord parler de «Barbara la milliardaire» et du chèque en blanc qu'elle a signé aux banques. Ils se demandent comment, par tous les dieux, nous pouvons nous sortir d'un tel pétrin. Ils ont vaguement entendu parler de la BCC en raison d'une opération de sauvetage qui a eu lieu il y a six mois. Ils savent que pendant la fin de semaine de la Fête du Travail, le gouvernement a annoncé qu'il y avait une autre banque où des dépôts non assurés de 470 millions de dollars avaient été faits et qu'il les rembourserait également,